

Les réfugiés syriens au Liban : l'émergence progressive d'un discours de neutralité ?

Nicolas Dot-Pouillard, Chercheur à l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo, Beyrouth) et Core-Researcher au sein du programme Wafaw (When Authoritarianism fails in the Arab world, European Research Council)

Jean-Baptiste Pesquet, Doctorant en sciences politiques et anthropologie à l'Ecole pratique des hautes études (EPHE, Paris).

Les réfugiés syriens au Liban sont souvent assignés, par les partisans du régime syrien comme par ses opposants, à prendre parti. Cet article s'intéressera au contraire à l'émergence d'un discours de neutralité, entre le régime syrien et l'opposition, exprimé par certains réfugiés syriens au Liban. Ce discours de neutralité est un produit du temps long du conflit : des réfugiés ne se retrouvent plus dans l'offre politique à l'œuvre en Syrie, entre le régime et les oppositions armées. Ils parlent désormais plus de « guerre civile » que de « révolution ». Au Liban, leur précarité sociale leur fait parfois regretter l'état passé, antérieur à la révolution. Le discours de neutralité est enfin un produit de la situation intérieure libanaise elle-même : certains réfugiés syriens, se méfiant des affidés libanais du régime syrien, se retrouvent parfois aussi rejetés par les opposants libanais à ce même régime.

Au Liban, partis politiques, médias, et gouvernement, nomment les réfugiés syriens des « déplacés » (*nazihin*). Le terme n'est pas innocent. Il relève d'une peur, sur un mode analogique : que les réfugiés syriens s'installent au Liban de manière permanente, à l'instar des réfugiés palestiniens, dans les années 1950. Le Liban n'est pas signataire de la Convention internationale de 1951 sur les réfugiés. Des camps de réfugiés syriens, informels et non reconnus par l'Etat, se sont multipliés depuis l'année 2011, notamment dans la région de la Bekaa¹. Plus de 1,3 million d'entre eux, recensés par le Haut commissariat aux réfugiés (HCR) se sont installés depuis 2011 dans l'ensemble du pays, parfois dans des zones frontalières de la Syrie, mais aussi dans les banlieues de Beyrouth².

Les réfugiés syriens au Liban recourent des catégories sociales, communautaires et politiques, plurielles. Ils sont constitués tout à la fois de populations civiles, souvent de confession sunnite, échappant aux zones de combats entre l'Armée gouvernementale syrienne et la rébellion militarisée, d'opposants politiques fuyant la répression du régime, de partisans de Bashar al-Assad enfin – qui ne se limitent pas à une variable confessionnelle « chrétienne » ou « alaouite ».

Souvent instrumentalisés par les partis en présence (régime syrien, mouvements de l'opposition syrienne armés, coalitions politiques libanaises du 8 et du 14 mars³), les réfugiés syriens au Liban restent une partie intégrante du conflit. Nous nous intéresserons ici à l'émergence progressive, dans le temps, d'un discours de neutralité politique chez certains réfugiés syriens au Liban, se situant désormais entre le régime et les oppositions syriennes. Il est le fruit de deux sentiments de perte exprimés : un sentiment de pertes économiques et sociales au Liban d'une part, de précarité de la vie quotidienne contrastant avec celle passée en Syrie avant la révolution et, d'autre part, le sentiment de ne plus se retrouver dans l'offre politique à l'œuvre en Syrie, entre le régime et les différentes formes oppositionnelles – notamment armées – au régime.

Une logique de la peur ?

Les réfugiés syriens sont souvent traités de manière instrumentale par les acteurs politiques libanais. Ils sont tantôt un « ennemi intérieur », à l'instar des Palestiniens des années 1970, parce qu'ils feraient pencher la balance confessionnelle en faveur des sunnites. Ils sont un « ennemi social », parfois : les réfugiés syriens seraient susceptibles de vendre au Liban une force de travail bon marché, au détriment d'une population libanaise faisant face à une situation économique de plus en plus délétère⁴. Ils sont un « ennemi sécuritaire » enfin : la décision du gouvernement libanais d'imposer un système de visas pour les réfugiés syriens à partir de janvier 2015 se trouve justifiée, par le gouvernement de Tammam Salam, par une volonté de mieux surveiller leurs entrées et leurs sorties. Certains réfugiés sont suspectés de collaborer avec des groupes armés syriens officiant au Liban, notamment dans l'est du pays – les arrestations et interrogatoires arbitraires réalisés par les services de sécurité libanais sont nombreux. Des mairies imposent des couvre-feux aux réfugiés syriens, le soir. Les enlèvements de membres de l'Armée libanaise, depuis l'été 2014, par l'Etat islamique (EI) ou le Jabhat al Nosra (Front du soutien), l'exécution de trois d'entre eux depuis, participe d'un consensus sécuritaire, par-delà les clivages politiques, constituant les réfugiés syriens en menace potentielle.

Les réfugiés sont également assignés politiquement : ils devraient nécessairement recouper une ligne de clivage polarisante, entre « pro-régime » et « anti-régime ». Cette instrumentalisation politique des réfugiés syriens au Liban est mise en scène, le plus souvent par les partisans du régime syrien eux-mêmes : fin mai 2014, certains médias télévisés officiels syriens – la chaîne Al-Dounia – mais aussi libanais et arabes – Al-Jadid et Al-Manar au Liban, la chaîne transnationale arabe Al-Mayadeen⁵ – mettent en avant la participation massive de réfugiés et migrants syriens au Liban au processus électoral présidentiel dont l'issue était déjà connue : la reconduction de Bashar al-Assad au pouvoir. Les images filmées de dizaines de milliers de syriens affluant vers l'ambassade de Syrie au Liban, à Yarzé, pour voter, étaient censées prouver l'attachement de populations déplacées à un pouvoir considéré comme toujours légitime, sur le mode du plébiscite unanime. Les mobilisations proprement partisans des réfugiés syriens proches de l'opposition se font rares : seuls, ces derniers mois, les Kurdes syriens installés au Liban, et les réseaux animés par le Parti des travailleurs kurdes de Abdullah Ocalan et du Parti de l'union démocratique (PYD) de Salah Muslim⁶, ont pu mobiliser leurs partisans au cœur de Beyrouth à l'automne 2014, en soutien à la ville de Kobane (*Ayn al-'Arab*) assiégée par l'Etat islamique au nord de la Syrie.

Le discours de neutralité exprimé par certains réfugiés au Liban est révélateur d'un conflit qui s'inscrit désormais dans un temps long, d'un régime résilient et d'une opposition armée radicalisée à même de tenir des régions entières du pays, d'une absence d'alternative politique en Syrie même – Staffan Di Mistura, négociateur de l'ONU pour la Syrie, ne voit pas d'autre issue au conflit, dans un court terme, que de négocier des cessez-le-feu locaux, notamment dans la région de Alep, abandonnant pour le moment l'espérance d'une solution politique et d'une transition négociée à un niveau national. La précarité sociale des réfugiés syriens au Liban encourage ces phénomènes de distanciation d'avec le politique ; la situation intérieure libanaise également, où les coalitions du 14 mars et du 8 mars reproduisent – au moins dans les termes – les lignes de clivage politiques à l'œuvre en Syrie.

L'ethnographie réalisée auprès de réfugiés syriens entre l'hiver 2012 et l'été 2014 porte principalement sur des régions du Liban où se concentre la majorité des réfugiés syriens au Liban (Nord, Akkar, Bekaa, Ersal, banlieues de Beyrouth)⁷. La soixantaine de récits d'exil

collectés l'ont été grâce à l'aide de membres d'organisations non-gouvernementales, le plus souvent libanais, travaillant au Liban pour aider les réfugiés syriens, mais aussi de manière directe, sans intermédiaire préalable. Les intermédiaires libanais sollicités pour avoir accès à des réfugiés syriens se trouvent des deux côtés du spectre politique libanais, du 8 mars et du 14 mars. Les réfugiés syriens rencontrés, dans leur pluralité confessionnelle (sunnites, chiites, chrétiens), recouvraient eux-mêmes plusieurs sensibilités politiques : du partisan explicite du régime à son opposant – et à sa victime – le plus farouche. Seuls certains d'entre eux – une minorité – s'avéraient être des militants ou activistes politiques.

Les entretiens réalisés n'ont pas indiqué une peur de s'exprimer de la part des réfugiés rencontrés : au contraire, la dénonciation du régime et de ses pratiques sécuritaires, à un moment donné de l'interview, semble toujours un passage obligé. Le discours de neutralité exposé par certains réfugiés peut sembler d'autant plus paradoxal qu'il peut s'accompagner d'une critique réelle du régime syrien, voire même le tenir pour le premier responsable de la situation actuelle, tout en exprimant un regret d'une stabilité politique passée. Le chercheur en sciences sociales, peut-être contrairement au journaliste, dont l'interview risque d'être toujours médiatisé, ou au travailleur humanitaire, dont dépend l'accès à un certain nombre de ressources, semble être ainsi considéré par les réfugiés rencontrés comme ayant un impact moindre sur leur avenir, et amoindrit parfois la modération – ou l'autocensure – de leur discours. Cette spécificité de l'interaction entre le chercheur et les réfugiés justifie la place des sciences sociales en temps de conflit. Celles-ci complètent les analyses produites par les partisans, les journalistes et les acteurs humanitaires en inscrivant, dans une temporalité plus longue les phénomènes politiques et sociaux à l'œuvre dans le conflit.

Un produit du temps

L'émergence observée dans le temps, chez certains réfugiés syriens, d'un discours de neutralité n'est pas réductible à une simple peur de s'exprimer en défaveur du régime, en raison d'une pression sécuritaire – bien réelle – du régime syrien au Liban et de ses affidés libanais. L'absence de manifestations directes de soutien à l'opposition syrienne au Liban est certes à mettre au compte de la peur des réfugiés d'affronter tant les services de sécurité libanais que les partisans du régime – qui se sont déjà illustrés, en 2011, à Hamra, au centre de Beyrouth, par des violences exercées sur des manifestants protestant contre Bashar al-Assad devant le Consulat syrien. Pourtant, en 2012, les réfugiés syriens au Liban que nous avons rencontrés expriment très nettement une défiance totale vis-à-vis du régime, alors qu'existent déjà des mécanismes de surveillance, voire de répression, de ces mêmes réfugiés. L'opposition qu'ils manifestaient alors contre le régime syrien pouvait leur coûter une impossibilité de revenir en Syrie, et les risques étaient bien réels. En somme, la peur du régime ne nous semble pas être un facteur explicatif suffisant pour comprendre l'apparition progressive d'un discours de neutralité chez certains réfugiés syriens au Liban – même si elle en est partie prenante.

Le discours de neutralité apparaît d'abord dans le temps. Il en est son produit. Il se distingue très clairement, chez certains réfugiés, dans la disparition progressive du mot « révolution » (*thawra*) pour qualifier les événements en cours en Syrie depuis 2011 au profit de celui de « guerre civile » (*harb ahliyyah*). Il correspond aussi à une séquence temporelle : celle qui voit la militarisation du conflit s'imposer comme une donnée majeure en Syrie, notamment en 2013⁸. La reprise en main par l'armée gouvernementale – soutenue par le Hezbollah – des régions frontalières du Liban et de la Syrie – la région de Qalamoun – au cours de l'été 2013, avalise par ailleurs l'idée que le régime se fait de plus en plus résilient.

Le cas de Leyla est significatif. Ancienne professeur de langue arabe à Damas, dans un lycée

public, de confession sunnite, musulmane pratiquante, elle est originaire d'un village situé près de Damas, où réside encore une partie de sa famille. Elle est arrivée à Beyrouth au printemps 2012. Elle s'est politisée au cours de la révolution syrienne, en faveur de l'Armée syrienne libre, dont un de ses frères est encore membre. Un second de ses frères a participé aux manifestations du printemps 2011 : arrêté par les services de sécurité syriens, il a été torturé. Il n'a pu être libéré, quelques mois plus tard, qu'à la faveur de l'intervention d'un des membres de la famille de Leyla, lui-même membre d'un service sécuritaire. A Beyrouth, elle a accueilli chez elle d'anciens membres de l'Armée syrienne libre, eux-mêmes amputés ou blessés, soignés auparavant dans les hôpitaux de la ville libanaise de Ersal, où elle se rend régulièrement jusqu'au début de l'année 2013. Ses contacts avec des membres de l'opposition armée syrienne, dont certains détenus du centre de détention de Roumieh, lui ont coûté, par le passé, des convocations devant divers services de renseignements libanais.

Au cours des années 2013 et 2014, ses fonctions explicitement partisans se détournent peu à peu vers une logique de l'urgence humanitaire : collecter des habits pour les réfugiés syriens au Liban, financer le voyage d'une de ses amies restée en Syrie pour la faire venir au Liban, récolter de l'argent pour l'envoyer à sa famille, demeurée en Syrie. Les perspectives d'avenir évacuent maintenant un retour autrefois espéré en Syrie, au profit d'une demande de visa pour l'Australie, pour elle et ses quatre enfants. Son discours politique, d'abord en opposition au régime de Bashar al-Assad, se fait de plus en plus modéré, mettant sur un pied d'égalité le gouvernement syrien, le parti Baath, et les groupes salafistes-jihadistes dont elle tient à se distinguer. Elle exprime régulièrement une peur du Hezbollah – tout en reconnaissant qu'elle n'a jamais fait face directement à des membres de ce parti – et des services de renseignements libanais, qu'elle craint, ainsi que des groupes armés de l'opposition syrienne, avec qui elle a pris au cours du temps une distance plus que mesurée :

Nous sommes fatigués. Maintenant je dis : de l'Armée syrienne libre, du Front Al Nosra ou du gouvernement, qu'importe qui gagne, mais qu'ils gagnent ! Nous ne pouvons rester dans la situation actuelle.

Le discours de neutralité de Leyla ne relativise pas la responsabilité du régime syrien dans la crise actuelle. Il prend simplement acte, dans le temps, d'une situation politique qui a évolué en faveur d'un conflit militaire d'une part, d'une exacerbation des logiques confessionnelles d'autre part, l'amenant à se repositionner en faveur d'une critique tout azimut des différents appareils militaires, que ce soient ceux du régime ou des oppositions armées. Il est un fruit de la temporalité du conflit, plus que celui d'une logique de la peur des services sécuritaires libanais ou des affidés du régime syrien au Liban – dont les pressions sur les réfugiés pouvaient tout aussi bien s'affirmer en 2011 qu'en 2014.

Un sentiment de perte dans un contexte libanais

Parce qu'il s'inscrit dans le temps long du conflit et de l'exil, le discours de certains réfugiés au Liban est un discours de nostalgie et de regret d'un état passé, associé à une certaine stabilité. C'est le mythe – recréé à postériori – d'un âge d'or perdu lors de la révolution : ce mythe est aussi celui des biens publics qui sont associés à l'Etat baathiste. La perte occasionnée par l'exil est d'abord celle de l'éducation, de l'accès à des soins gratuits de qualité, de l'eau et de l'électricité. Mahmoud est un réfugié d'Alep, où il était orfèvre. Il est de confession sunnite. Il réside désormais dans la banlieue sud de Beyrouth, à majorité chiite. Il a été rencontré à l'été 2014 par l'intermédiaire d'un membre d'une organisation non-gouvernementale libanaise qui est également proche du Parti social national syrien – une formation pro-régime. Mahmoud n'est pourtant pas un défenseur du régime syrien. Certains membres de sa famille, à Alep, ont pris partis pour l'Armée syrienne libre. Il se dit lui-même victime de discriminations au Liban de la part de ses voisins chiites. Il décrit sa vie passée en Syrie ainsi :

Nous vivions comme des rois. Tout était disponible. Les hôpitaux étaient gratuits, comme les médicaments [...] Quand tu allais à l'université, le gouvernement te donnait une bourse pour aller à l'étranger qui couvrait les frais de scolarité et la vie courante. On payait l'électricité tous les deux mois, tu sais combien ? 26\$. L'eau était si pure qu'on la buvait au robinet.

L'actuelle précarité des réfugiés syriens au Liban joue à titre comparatif : si l'état passé est idéalisé, c'est que l'état présent, au Liban, correspond à un sentiment de déclassement social. Elias, un chrétien syrien originaire de Qoussair, ville pratiquement vidée de ses habitants au cours des combats de l'été 2013, est âgé de 45 ans. Il a été rencontré dans un village du Mont-Liban :

La situation économique (au Liban) est mauvaise. On rationne, par exemple, le chauffage au gaz (...) Le loyer est de 200 dollars, l'abonnement au générateur pour l'électricité est de 50 dollars par mois au Liban. Je n'ai pas de salaire fixe. Je gagne 25 à 30 dollars par jour, lorsque je travaille (...) Je suis obligé de m'endetter, avec les magasins, comme avec le propriétaire de l'appartement.

L'idéalisation du passé se fait aussi regret d'une société où les différents confessionnels semblaient gommés. Rabih, de confession chiite, ne cesse de mettre en valeur une société syrienne où la cohabitation était de mise. Les ressorts communautaires du politique en Syrie – qui ne sont pas apparus à la faveur du mouvement populaire de 2011, mais qui préexistaient déjà dès les années 1960 et 1970 – sont oubliés :

Dans notre quartier, à Bab Touma, à Damas, c'était très fraternel. Sunnites, chiïtes, il n'y avait pas de distinction. La région où vivait mon frère, Sidi Moqdad, était mélangée, entre frères sunnites et frères chiïtes.

La description par les réfugiés syriens rencontrés de leurs rapports quotidiens avec les Libanais est parfois contradictoire. L'exil les soumet à une insécurité croissante d'une part. Ainsi de Mahmoud qui égrène les scènes de discrimination et de violences au quotidien exercée par des Libanais à l'encontre de réfugiés syriens, ou exprime sa frustration lorsque la sœur d'un combattant du Hezbollah blessé en Syrie insulte les Syriens de son balcon, tandis que Mahmoud et sa famille ne peuvent exprimer leur propre soutien à l'Armée syrienne libre. D'autre part, les réfugiés syriens soulignent souvent les gestes de solidarités quotidiens de voisins ou de proches libanais : ne pas exiger le paiement d'un loyer immédiatement, donner des meubles et des habits lors de l'arrivée au Liban, baisser le prix d'un taxi collectif... Leyla, à l'origine partisane de la révolution en Syrie, reçoit le soutien du propriétaire de son appartement, un chrétien maronite pour sa part fondamentalement hostile à l'opposition syrienne : lorsque l'un des frères de Leyla la menace physiquement pour récupérer de l'argent, c'est le propriétaire qui enjoint le gardien de l'immeuble à interdire l'entrée à son frère. Leyla fait état de nombreuses fois d'un rapport positif à son propriétaire, en dépit de leur opposition politique, ce dernier lui permettant de ne pas payer son loyer à temps, en raison de ses manques à gagner financiers.

Le discours de neutralité des réfugiés syriens est ainsi un produit de l'ambivalence de la société libanaise elle-même. Si la majorité des forces du 14 mars se prononce en faveur de l'opposition syrienne, si le 8 mars, dominé par le Hezbollah, prend explicitement parti pour le régime, leurs partisans respectifs expriment une gamme très large et variée de pratiques et de discours envers les réfugiés syriens. Des réfugiés syriens dénoncent les pratiques de certains activistes du mouvement Amal ou du Hezbollah – à l'été 2013, lorsque ce dernier met en place des barrages filtrants dans la banlieue sud de Beyrouth, à la suite d'une série d'attentats

perpétrés par des groupes armés liés à la mouvance salafiste-jihadiste en Syrie, des réfugiés syriens ont relaté que c'est sur la seule base de leur carte d'identité que les militants du Hezbollah leur ont demandé de descendre d'un bus collectif pour procéder à un contrôle sécuritaire⁹. La peur – réelle – de certains réfugiés syriens du Hezbollah et du mouvement Amal ne signifie cependant pas une appréciation positive des forces du 14 mars. Les pratiques parfois violentes des Forces de sécurité intérieure (FSI) à l'encontre des réfugiés syriens¹⁰, associées à un ministère de l'Intérieur piloté par Nohad Machnouk – éminent membre du Courant du futur de Saad Hariri – n'encouragent pas non plus les réfugiés syriens à se reconnaître dans les forces politiques libanaises opposées à Bashar al-Assad. La presse du 14 mars, pourtant opposée au régime syrien, fait parfois montre de sentiments xénophobes avoués envers les réfugiés syriens : ainsi du quotidien *An-Nahar*, qui publie, en janvier 2015, un article particulièrement polémique faisant état d'une syrianisation supposée de la rue Hamra, l'un des centres culturels et commerciaux de la ville de Beyrouth¹¹. Du fait de la présence de mendiants syriens sur cette artère centrale de Beyrouth, le quotidien libanais en tirait notamment la conclusion que Hamra était devenue « *noire* ». Mahmoud exprime quant à lui un certain ressentiment contre les entreprises affiliés à Saad Hariri : embauché dans l'une d'elle, payé 12 dollars par jour, il dit en avoir été rapidement licencié. La neutralité évoquée par certains réfugiés syriens est ainsi amplifiée par leur interaction avec la population libanaise elle-même. Etre neutre signifie, entre autre chose, ne pas se retrouver dans l'offre politique libanaise elle-même. La neutralité est aussi le produit d'une société libanaise diverse, où le soutien au régime syrien n'implique pas automatiquement des sentiments discriminatoires vis-à-vis des réfugiés, et où, à l'inverse, l'opposition à ce même régime ne signifie pas une empathie avec les Syriens présents au Liban.

Pris entre deux feux

Ce qui distingue le discours de neutralité d'un discours partisan, c'est donc le sentiment d'être pris entre deux feux. Ce sentiment est, comme nous l'avons signalé, un produit direct du temps du conflit : si certains réfugiés n'arrivent plus tout à fait à se positionner en faveur du régime ou de l'opposition, c'est que le conflit s'est militarisé d'une part, que l'opposition semble divisée d'autre part – devenant parfois l'actrice de guerres civiles dans la guerre civile, cela participant d'une perte de sens politique.

L'espérance révolutionnaire d'hier se transforme progressivement en retrait du politique. Le paradis perdu d'une société apolitique contraste avec un présent dominé par la violence dont les premières victimes sont les civils. Ézéchiél a été rencontré à l'été 2014 alors qu'il travaille dans une ONG libanaise. Il est de confession chrétienne. Toute sa famille est employée par cette organisation au Liban, ce qui lui permet de vivre décemment. Il a fait une demande d'émigration pour l'Australie. Il a quitté la région de Hasakeh, en Syrie, pour se réfugier dans la montagne libanaise (Chouf), car son village, qui n'a pas participé aux manifestations, est assiégé par les forces rebelles. Son soutien premier aux manifestations du printemps 2011 a vite laissé place au rejet :

J'ai soutenu la manifestation au début. Mais après, j'ai vu que le régime et l'opposition avaient tous les deux fait des erreurs. C'est le peuple qui souffre le plus. Alors j'ai changé d'avis.

La guerre civile et confessionnelle à l'œuvre en Syrie permet aussi aux théories conspirationnistes de s'exprimer, tentant de redonner un sens à ce qui n'en a plus. Pour Rabih:

On a deux forces en présence en Syrie: l'armée régulière du régime, et l'armée libre des opposants. Eux, ces groupes armés, d'où viennent-ils ? Ils sont composés de gens corrompus, de gens qui prennent de la drogue [...] Il y a une conspiration dans le pays (...) J'ai vu 2 ou 3 Tchétchènes, je les ai vus

avec mes yeux, j'ai des preuves. Pour quelle raison sont-ils venus¹²?

Wissam, un druze originaire de Sweida, effectue de fréquents allers retours entre sa ville natale et Beyrouth, où il collabore comme traducteur avec une organisation non-gouvernementale occidentale d'aide aux réfugiés. Le discours de Wissam s'est fait lui-aussi conspirationniste : ne se retrouvant plus dans l'offre politique en Syrie, critiquant tout à la fois le régime de Bashar Al-Assad et l'opposition armée à tonalité islamique, ancien partisan de l'Armée syrienne libre, il dénonce pour sa part

« un complot occidental visant à maintenir Bashar al-Assad au pouvoir. Favoriser l'Etat islamique, ou les groupes terroristes, profite au régime. L'occident n'a rien fait pour endiguer la dynamique salafiste en Syrie, qui profite autant au régime qu'à Israël ».

De 2011 à 2014, Wissam est passé peu à peu d'un militantisme politique, de soutien logistique à l'Armée syrienne libre, à une dépolitisation progressive, à un retrait du politique, renvoyant le régime de Bashar al-Assad à ses opposants. En 2012, il exprimait son espoir de bientôt revenir en Syrie, une fois l'hégémonie du Parti Baath tombée. En 2014, il souhaite simplement émigrer à l'étranger, ou obtenir un statut lui permettant de rester sur un long terme au Liban. Le poids des mots est significatif : chez Wissam, en 2014, ceux de « séjour » (*iqama*), « immigration » (*hijra*), « mariage » (*zawaj*), « travail » (*shughl*), « complot » (*mu'amara*), « guerre civile » (*harb ahliyyah*) ont remplacé ceux de « révolution » (*thawra*) et de « retour » (*'awda*). Ils renvoient à l'espérance d'une stabilité retrouvée, en-dehors de la Syrie et de ses conflits, échappant à la téléologie révolutionnaire de 2011.

Le discours de neutralité de certains réfugiés syriens en contexte libanais n'exprime pas une cohérence politique, et n'énonce pas un programme qui serait à mi-chemin entre l'opposition et le régime. Les faits et souvenirs relatés de Syrie ne permettent plus de distinguer clairement si le réfugié interviewé se situe du côté du régime ou du côté de l'opposition. En réalité, le discours de neutralité émerge au-travers d'une description parfois confuse des événements passés. Mahmoud passe ainsi rapidement d'une description des souffrances de ses proches engagés dans la lutte contre le régime – il dit avoir perdu cinq membres de sa famille à Alep engagés dans des groupes armés – à une dénonciation de certains manifestants de 2011, mus selon lui par des intérêts purement pécuniers, pour regretter, au final, que la révolution n'ait pas été menée par les intellectuels et les « lettrés », en une vision très technocratique des réformes à mener en Syrie.

Le discours de neutralité est un produit de la communautarisation du conflit, de sa militarisation également. Il se trouve amplifié, chez certains réfugiés syriens, par une interaction difficile avec la société libanaise : discriminations souvent, solidarité témoignée parfois, les deux ne recoupant pas tout à fait les lignes de clivages entre partisans du régime syrien ou de l'opposition. Le discours de neutralité équivaut peut-être à une perte de sens, et à une dépolitisation progressive de certains réfugiés au Liban. Mais il n'est pas certain qu'il n'ait pas de conséquences politiques : le régime syrien, tout comme ses affidés au Liban, sont aujourd'hui susceptibles de parier sur ce sentiment latent de découragement et de retrait du politique des réfugiés, les enjoignant à troquer l'espérance révolutionnaire pour un retour à la normalité et à la sécurité.

¹Elisabeth Longuenesse, « Plongée dans un camps de réfugiés syriens de la Bekaa. Prendre en charge son destin », *Orient XXI*, 7 avril 2014, <http://orientxxi.info/magazine/plongee-dans-un-camp-de-refugies.0558>

²Données produites par le Haut-Commissariat des Nations-Unies aux Réfugiés mises à jour en novembre 2014. En ligne <http://data.unhcr.org/syrianrefugees/country.php?id=122>.

³ La coalition du 14 mars, formée en 2005 suite à l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafiq Hariri, est opposée au régime de Bashar al-Assad. Elle s'oppose à celle du 8 mars, emmené par le Hezbollah et le Courant patriotique libre du Général Michel Aoun, proches des autorités syriennes.

⁴Firas Al-Hakkar, "Raids on businesses employing Syrians further threaten refugees in Lebanon", *Al-Akhbar English*, January 5, 2015, <http://english.al-akhbar.com/node/23101>

⁵Al-Jadid est l'ancienne chaîne télévisée du Parti communiste libanais, aujourd'hui indépendante. Al-Manar est la télévision du Hezbollah. Al-Mayadeen est une chaîne transnationale basée à Beyrouth, dont la majorité de la rédaction est issue d'Al-Jazeera.

⁶D'inspiration marxiste, le Parti de l'union démocratique (PYD) est né en 2003. Proche du PKK kurde de Turquie, il est la principale force politique au nord de la Syrie, dans un ensemble de zones « autonomes » kurdes qu'il nomme « Rojava ». En guerre contre les deux principales forces de l'opposition syrienne islamiste, le Front Al Nosra et l'Etat islamique (EI), il est parfois accusé par certains opposants syriens d'entretenir une alliance tactique avec le régime syrien, sur le mode d'un pacte de non-agression.

⁷Les entretiens cités dans cet article ont été réalisés par Jean-Baptiste Pesquet de décembre 2012 à juin 2014, dans le cadre de l'ANR « Ruptures, événements radicaux et recomposition de l'existence », puis dans le cadre du programme WFAW (When Authoritarianism fails in the Arab World, European Research Council) avec l'appui de Nicolas Dot-Pouillard.

⁸Nicolas Dot-Pouillard, « Syrie : le politique au défi du militaire », in *Nouvelles guerres. L'Etat du monde 2015*, sous la direction de Bertrand Badie et Dominique Vidal, Editions La Découverte, Paris, 2014.

⁹Entretien des auteurs avec des réfugiés syriens résidant dans la banlieue sud de Beyrouth, septembre 2013.

¹⁰ En janvier 2015, les Forces de sécurité intérieure procèdent ainsi à plusieurs arrestations violentes de travailleurs syriens dans le quartier à majorité sunnite de Tariq al-Jdide, dans la partie ouest de Beyrouth.

¹¹Pour la publication de cet article, le quotidien *An-Nahar* a dû présenter des excuses auprès de ses lecteurs, dont un grand nombre avait dénoncé sur les réseaux sociaux le caractère discriminatoire à l'encontre des réfugiés syriens des propos tenus. Voir Hussein Hazouri, « Hamra ma 'âdat lubnaniyyah... at-tawassu' as-sûri ghayyara hawiyyataha » (Hamra n'est plus libanaise... L'expansion syrienne a transformé son identité), *An-Nahar*, 6 novembre 2015, <http://newspaper.annahar.com/article/203070>

¹²Entretien des auteurs avec Rabih, originaire de Damas, été 2014.